

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

p.B.58.06.2.1.- /bi

CONFIDENTIEL

Berne, le 9 novembre 1978

Aux Représentations suisses

./.

Nous vous remettons sous ce pli le "Tour d'horizon" que nous avons préparé à l'intention des membres des Commissions des affaires étrangères du Conseil des Etats et du Conseil national, qui tiendront respectivement leur séance les 13 et 14 novembre 1978.

Comme d'habitude, nous vous prions de bien vouloir considérer ce document comme strictement confidentiel.

Secrétariat politique



J. Cuendet

Annexe mentionnée

(Situation au 3 novembre 1978)

VERTRAULICH
CONFIDENTIELT O U R D ' H O R I Z O NL'Europe orientale
dix ans après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie1. Les bases historiques

L'Europe orientale, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, est un concept géographique très particulier. Dans l'usage commun, il caractérise moins la situation de ces pays que le fait qu'ils ont adopté après la guerre un certain système économique et social et qu'ils se trouvent dans un rapport bien défini avec l'Union soviétique. C'est précisément sur ces deux caractères qu'il convient de s'arrêter en premier lieu si l'on veut analyser la situation présente de ces pays et hasarder un pronostic sur leur avenir. Pour cette raison, la Yougoslavie et l'Albanie n'ont pas été comprises dans la présente étude, sauf à titre de comparaison, car leurs problèmes propres sont assez différents.

Les six pays dont il va être question, très divers par leur passé, leur culture et leur degré de développement économique, ont été unis dans un sort commun par l'irrésistible marche en avant des armées soviétiques en 1944/1945. Le vaste espace où celles-ci se déployaient, entre la Baltique et la Mer Noire, avait vu successivement au Moyen-Age l'ascension d'Etats dynastiques souvent précurseurs de futurs Etats-nations, puis leur conquête par quatre puissances extérieures, l'Empire ottoman, celui des Habsbourg, la Prusse et la Russie; au XIXe siècle, à la fois la montée des revendications nationales et les rivalités impériales alimentées par le déclin de la Tur-

quie, rivalités qui opposaient avant tout l'Autriche-Hongrie et la Russie. Enfin, la Première Guerre mondiale, dont la cause immédiate était dans l'entrecroisement de ces deux motifs, avait marqué la défaite des quatre Empires et le triomphe du principe des nationalités dans le système de Versailles.

A l'ombre du "concert européen" - dont l'idéal était un équilibre souple, mais qui se durcit au tournant du siècle par la consolidation de deux groupes concurrents - les nationalités de l'Europe orientale avaient connu au XIXe siècle une renaissance marquée par la réforme de leurs langues et le développement de leur littérature, entraînant des mouvements d'émancipation fortement inspirés par les idées de l'Occident romantique. C'est dans l'orbite de l'Empire ottoman que ces mouvements connaissent leurs premiers succès. Les Hongrois obtinrent l'égalité de statut dans l'Empire habsbourgeois, tandis que les autres nationalités de cet Empire, dont le caractère culturel était pleinement respecté, restaient sous la tutelle des Cabinets de Vienne et de Budapest. La Pologne, au moins pour les parties prussienne et russe, subit le sort le plus dur.

La Russie apparaît alors dans plusieurs rôles: en Bulgarie, c'est le libérateur, en Pologne et en Hongrie, le gendarme, pour les Tchèques et les Serbes, le protecteur attirée de tous les Slaves.

C'est la question nationale, dans le cas particulier l'unité des peuples yougoslaves, qui fut à l'origine immédiate de la Première Guerre mondiale. Elle ne sembla pas d'abord devoir y jouer un rôle de premier plan. Mais la durée de la guerre favorisa l'idée de profonds remaniements politiques et territoriaux, et l'entrée en guerre des Etats-Unis introduisit dans le jeu diplomatique une puissance qui le regardait avec une profonde méfiance. Le Président Wilson crut trouver dans le principe des nationalités un remède aux carences de l'ordre

international. Pas moins de quatre parmi les plus importants de ses quatorze principes concernent l'Europe orientale et on peut dire que, à une importante exception près, la frontière de l'Oder-Neisse, la carte de l'Europe actuelle est le fruit de ces principes.

La défaite massive des quatre Empires qui se partageaient la région laissa le champ libre à une des opérations politiques les plus hardies dont l'histoire européenne garde le souvenir. L'application des principes wilsoniens se fit dans la hâte et la confusion qui marquèrent la fin d'hostilités longues et désastreuses. Les entorses furent nombreuses, car la diplomatie européenne reprit alors ses droits et les vainqueurs, surtout la France, cherchèrent à renforcer ceux des nouveaux pays dont ils pensaient qu'ils pourraient être organisés pour défendre le système en formation.

L'Europe se trouva ainsi divisée en deux: un groupe de pays intéressés au maintien des frontières créées par le traité de Versailles et les traités parallèles, et un autre groupe qui, au contraire, souhaitait leur révision. La jeune URSS, dont les frontières très défavorables n'avaient pas été fixées à Versailles, se trouva néanmoins assez logiquement dans le camp révisionniste. C'est ainsi qu'elle prêta son aide militaire à la "Reichswehr" allemande, le centre le plus actif de l'opposition à Versailles.

Les Etats nouveaux démarraient avec un capital inégal. Certains étaient industrialisés ou disposaient au moins de centres importants d'industries, d'autres avaient des ressources minières qui pouvaient être exploitées, mais non sans une dépendance ressentie du capital occidental. En Pologne et dans les pays balkaniques, l'agriculture était encore très primitive. Sauf en Hongrie et en Pologne, des réformes agraires plus ou moins poussées réduisirent le nombre des paysans sans terre.

Les nouvelles forces politiques, en particulier les partis agraires, ne réussirent pas à donner une assise stable aux institutions. Des gouvernements autoritaires s'établirent successivement partout, sauf en Tchécoslovaquie. A partir des années trente, au moment de la grande crise mondiale qui frappa durement leurs économies, ils se sentirent souvent attirés par les régimes "jeunes" d'Allemagne et d'Italie.

Les oppositions entre nationalités restèrent un facteur de faiblesse interne et externe.

Le système de Versailles se montra cependant d'abord assez solide. Des deux puissances régionales encore existantes, l'Allemagne n'avait qu'une puissance militaire réduite, et l'URSS, à laquelle les gouvernements au pouvoir étaient tous plus ou moins hostiles (le fameux "cordon sanitaire"), n'avait plus, après l'échec de la tentative de révolution de 1923 en Allemagne, que des ambitions très modestes en Europe. Les forces militaires des pays nouveaux n'atteignaient pas la puissance de celles des anciens Empires, mais la garantie de l'armée française, "la plus forte du monde", assurait un équilibre au moins politique.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir va transformer lentement d'abord, puis à une allure accélérée, les fronts en présence. L'URSS reprend une attitude plus active, abandonne ses positions révisionnistes et cherche à s'orienter vers les "grandes démocraties"; la Pologne, déçue par la mollesse de la réaction française au nazisme, s'accommode avec lui, la Yougoslavie se rapproche de l'Italie, et plus tard de l'Allemagne. Les opérations révisionnistes d'Hitler se heurtent donc à un front divisé: dans la confrontation autour de la Tchécoslovaquie, la Pologne s'aligne sur l'Allemagne et la Hongrie, et les "grandes démocraties", malgré un soutien de l'URSS qui inquiète manifestement ses voisins, se résignent à une capitulation dont

les conséquences politiques et morales ne sont pas encore effacées.

C'est la fin de l'équilibre de Versailles. Dans le jeu mené ensuite autour de la Pologne, on voit déjà se dessiner une Europe toute différente de la précédente. L'URSS veut la correction des traités de Brest-Litowsk et de Riga, et Hitler s'y prête par le pacte de non-agression d'août 1939, avec sans doute déjà le sentiment que les arrangements de l'été 1939 seront bientôt remis en question sur un autre plan.

Avec la campagne de Pologne, c'est une période nouvelle de l'histoire européenne qui s'annonce. Le régime national-socialiste a écrasé ses adversaires intérieurs, il a réduit les juifs du Reich à la condition d'ilotes. Il va maintenant passer à la réalisation de ses projets d'un ordre européen fondé sur la race. La Pologne, désormais partagée entre l'Allemagne et l'URSS, va faire l'objet, de la part de la première, d'une entreprise de génocide comme l'Europe n'en a pas été témoin depuis des siècles. Staline, pour sa part, déporte vers l'Est la population polonaise des provinces annexées par l'URSS (qui sont peuplées en majorité d'Ukrainiens et de Biélorussiens), et fait fusiller les officiers de réserve polonais capturés. Les alliés occidentaux de la Pologne assistent impuissants à sa disparition.

La défaite de la France, qui détruit le dernier contre-poids, si insuffisant soit-il, aux puissances allemande et soviétique sur le continent, accélère la transformation de l'Europe. L'URSS occupe les pays baltes, la Bessarabie et la Bukovine du Nord. Elle fait valoir son intérêt dans le Sud-Est européen, sur la base des fuligineuses concessions de Ribbentrop dans le protocole annexé au Pacte d'août 1939.

L'Allemagne, qui a déjà commencé à accroître son influence dans le Sud-Est européen dès après Munich, déplace les frontières roumaines datant de Versailles et aligne au moyen du pacte tripartite la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie sur sa politique. En Yougoslavie, elle doit employer la force et fait ainsi exploser le dernier des Etats nés de la défaite des Empires centraux. L'URSS, de son côté, tout en cherchant à obtenir des bases sur le Bosphore, tente successivement de s'appuyer sur la Bulgarie, puis sur la Yougoslavie pour éviter une mainmise allemande totale sur les Balkans. L'échec final de cette politique ne devait précéder que de peu l'attaque allemande du 22 juin 1941. Hitler réussit à enrôler dans sa croisade antibolchévique la Hongrie et la Roumanie, plus les nouveaux Etats slovaque et croate. La Bulgarie, en guerre avec la Grande-Bretagne, puis avec les Etats-Unis, se tient à l'écart de la guerre germano-russe.

Il est intéressant de noter que l'URSS s'attache presque dès son entrée en guerre à convaincre ses nouveaux alliés, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, de la nécessité de définir les futures frontières de l'Europe. Dès que le sort des armes tourne en faveur des Alliés, elle veille en outre à orienter les opérations des Occidentaux vers le théâtre du Nord-Ouest européen, contrecarrant ainsi les projets balkaniques de Churchill. L'activisme de certains mouvements de résistance dirigés par les communistes (et lancés à l'origine pour la soutenir dans sa lutte), en revanche, ne lui sourit guère. Les malentendus avec Tito, en particulier, datent déjà de la période de la guerre.

Les trois alliés de l'Allemagne dans les Balkans sortent l'un après l'autre de la guerre par des manoeuvres acrobatiques (celle de la Hongrie est un échec qui entraîne un siège prolongé de la capitale). Dans ce retournement, les communistes n'ont joué nulle part le premier rôle. En Bulgarie,

ils ne tardent pas à le ravir au groupe nationaliste Zveno. En Roumanie, deux interventions énergiques de M. Vychinski sont nécessaires pour atteindre le même résultat. En Hongrie, les Russes apparaissent comme les parrains d'une coalition dirigée par un parti agraire et où les communistes ont un rôle d'abord plutôt modeste. La Tchécoslovaquie, alliée de l'URSS depuis 1943, est libérée par l'Armée Rouge après la défaite d'un soulèvement slovaque. Les Américains, en marche sur Prague, sont rappelés par leur haut commandement. Quant à la Pologne, c'est à son propos que se déroulera le premier différend entre Alliés. L'URSS, après avoir laissé écraser les résistants nationalistes de Varsovie, installe dans la capitale le Comité de Lublin qu'elle contrôle, et qu'elle n'accepte d'élargir que très modestement à la demande des Occidentaux.

2. Etablissement et développement des démocraties populaires

La politique soviétique de 1945 est celle d'un pays vainqueur certes, mais qui a failli être vaincu. Les succès allemands de 1941 ont laissé une profonde empreinte dans la direction du parti; la politique de génocide de Hitler a garanti que ce sentiment soit partagé par la masse de la population. Les dirigeants communistes considèrent leur victoire comme une sorte de jugement de Dieu qui légitime leur pouvoir, et les sacrifices qu'elle a coûtés comme consacrant à titre définitif l'URSS en tant que puissance dominante en Europe. Leur premier objectif est d'éliminer le "danger allemand". Le second est de s'assurer une ligne politique qui leur soit favorable de la part des pays limitrophes. Le troisième est d'empêcher la création d'un "bloc occidental".

Les buts, comme les moyens employés pour les atteindre, ne sont en réalité pas compatibles entre eux. Cela n'empêchera pas Staline de poursuivre les uns et d'employer les autres, avec la même détermination et la même persévérance. Il n'atteindra ses objectifs que partiellement, mais même là où il échouera, il aura su obtenir des avantages qui renforceront ailleurs sa position.

La conception politique de base est celle d'un super-Versailles. Les frontières de la première après-guerre sont grosso modo respectées, sauf en ce qui concerne l'URSS elle-même qui retrouve ses territoires de 1914 (la Finlande, déjà au bénéfice d'un statut spécial, reste toutefois indépendante) et l'Allemagne, amputée d'un quart de son territoire et à laquelle on impose toute la population allemande des provinces perdues et de Tchécoslovaquie. A l'internationalisme prolétarien se substitue le machiavélique calcul de l'animosité ainsi consolidée entre les peuples du centre de l'Europe.

Dans la question allemande, l'URSS ne cherche pas le compromis qui permettrait de traiter l'Allemagne comme entité économique, selon la formule de Potsdam. Elle veut faire de sa zone le modèle qui devrait être appliqué aux autres. Elle se réserve donc les deux options de l'Allemagne unifiée sur un modèle qui lui assurerait une influence prépondérante, et, en cas de partage, de sa zone transformée en satellite.

Les alliés occidentaux sont divisés au sujet de la politique à suivre en Europe orientale. Churchill propose et obtient un partage défini par des pourcentages d'influence, que l'URSS interprète comme un blanc-seing. Roosevelt fait promettre à Yalta des élections libres, promesse qu'il n'a pas les moyens de faire respecter. Ni l'une ni l'autre puissance ne sont soucieuses de voir l'URSS exercer une réelle autorité en Italie ou au Japon, ou devenir, comme elle en émet la prétention, puissance tutélaire de la Tripolitaine. Elles feront de

louables efforts pour sauvegarder l'indépendance des pays d'Europe orientale, surtout de la Pologne, mais sans recourir à une pression politique vraiment efficace.

Les partis communistes vont être les instruments privilégiés de l'alignement de l'Europe de l'Est sur la politique soviétique. Ils ont peu d'adhérents, leurs chefs ont pour une bonne part passé de longues années à Moscou. Ils ont été maltraités pendant les purges staliniennes; le parti communiste polonais a même été dissous à quelques mois de la signature du pacte germano-soviétique. Sauf le parti communiste de Tchécoslovaquie, ils étaient tous interdits, et, sauf dans ce pays et en Bulgarie, ils sont presque inconnus de la population. L'URSS eût peut-être préféré s'appuyer sur les leaders traditionnels autour desquels se regroupent notamment les paysans, mais ils sont presque tous méfiants, voire hostiles, ou peu sûrs. L'URSS fait d'abord fond sur le dynamisme des partis communistes, qui recrutent en profitant de son prestige de grande puissance (quelque peu obscurci toutefois par la conduite de ses troupes) pour diriger et encadrer des Fronts nationaux hétéroclites. Assez vite, cependant, le Kremlin s'oriente vers la solution "yougoslave", qui élimine (en Yougoslavie, c'est la guerre civile qui l'a fait, ailleurs un mélange de purges et d'intimidation) les partis les plus dangereux pour le monopole communiste et satellise les autres. La "démocratie populaire" passe par plusieurs définitions pour aboutir à une copie absolument conforme du modèle soviétique. Le "Plan Marshall", à un moment (été 1947) où les relations soviéto-américaines sont déjà mauvaises, est le tournant décisif. La Pologne, la Tchécoslovaquie et même la Bulgarie sont encore prêtes à l'accepter. Elles se heurtent au veto du Kremlin.

Cette entreprise, d'autant plus audacieuse que les communistes, peu nombreux, sont encore divisés en clans repré-

sentant des conceptions souvent très différentes, réussit grâce à l'ombre portée des armes soviétiques, mais aussi parce que, dans le désarroi qui a suivi les échecs et les catastrophes antérieures, les partis communistes proposent un projet de construction d'un seul jet, orienté par quelques idées indéniablement justes (développement de l'économie, amélioration des conditions de vie, promotion sociale) et auxquelles ils s'attachent à donner une couleur intensément nationaliste. Les vieilles formations, débordées par l'élan communiste, sont liquidées après une vaine résistance. Les partis socialistes sont absorbés de force par les partis communistes. Beaucoup d'hommes politiques sont emprisonnés ou exilés. Les interventions alliées, purement verbales, sont cyniquement utilisées pour présenter les leaders non-communistes comme des agents étrangers. Lorsque les moyens employés (contrainte brutale, collectivisation forcenée, priorités mal conçues) conduisent à une baisse effective du niveau de vie, les communistes sont trop bien retranchés au pouvoir, avec l'aide de Moscou, pour en être menacés.

La politique communiste de développement entraîne partout un fort essor de l'industrie, concentré sur les biens de production, une collectivisation complète de l'agriculture (sur laquelle on reviendra plus tard en Pologne) et l'apparition de couches nouvelles de leaders et de fonctionnaires des entreprises nationalisées et de l'économie planifiée. Les distorsions sont nombreuses. Beaucoup de projets anti-économiques devront plus tard être abandonnés. L'alignement culturel sur l'URSS est, à l'époque de Jdanov, un énorme appauvrissement. Les oppositions sont vives, le nombre des détenus politiques, au début des années cinquante, atteint plusieurs centaines de milliers. Beaucoup d'entre eux, comme les victimes du canal Danube-Mer Noire, ne devaient pas revenir.

L'Union soviétique, qui s'est unie à ses satellites par un étroit réseau de traités d'assistance, cherche à utiliser leur potentiel pour sa reconstruction, en particulier par les sociétés mixtes.

La rupture avec Tito, puis la conclusion du Traité de l'Atlantique Nord, la fondation de la République fédérale d'Allemagne et la guerre de Corée aggraveront l'emprise soviétique. Les communistes coupables ou accusés de "déviation nationaliste" sont poursuivis et parfois exécutés. Une tentative d'accélérer l'expansion de l'industrie lourde pour satisfaire les besoins d'armements accrus par la guerre froide achève de désorganiser une planification déjà surmenée. La mort de Staline sera le signal d'une révision des objectifs et des méthodes, qui n'ira pas sans secousses. En Allemagne orientale, où la tentative de réforme progresse parallèlement avec une politique visant à exploiter les aspirations à l'unité, se produit la première explosion violente contre un régime communiste issu de la Deuxième Guerre mondiale. Les tanks russes rétablissent l'ordre, sous l'oeil des Occidentaux impuissants.

La déstalinisation a logiquement commencé en Russie. Elle se déroule d'abord sous l'égide du dictateur défunt. Les luttes entre diadoques vont cependant précipiter une attaque directe contre la mémoire du vieux chef. Bien qu'il soit évident que la déstalinisation ne pourra être limitée à la "patrie du socialisme", le coup est porté au XXe Congrès sans que les dirigeants des pays satellites, dont il sape l'autorité politique, aient été informés au préalable. Les rancœurs qui se créent alors finiront par coûter cher à Khrouchtchev.

En attendant, une crise politique globale secoue l'Europe orientale, et conduit, en Pologne et en Hongrie, au renversement des directions stalinistes. En Pologne, c'est un communiste nationaliste qui prend le pouvoir, tandis qu'en

Hongrie, la tentative de sauvetage de l' "économiste" modéré Nagy débouche sur le rétablissement des partis politiques, la sortie du Pacte de Varsovie et, sous le couvert de la crise de Suez, sur l'intervention militaire soviétique.

Les institutions nouvelles créées en Hongrie, notamment les Conseils ouvriers, sont rapidement éliminées. Les libertés que les Polonais ont su obtenir disparaîtront progressivement, mais la position de l'Eglise catholique résultant de l' "octobre polonais", qui en fait la seule force politique indépendante du parti communiste en Europe orientale, subsistera. Dans les autres "démocraties populaires", les conséquences de la crise se bornent à une sévère reprise en main. Il sera même possible, après l'affaire du groupe anti-parti en URSS (juin 1957) d'éliminer l'un ou l'autre des staliniens les plus compromis, et les pratiques staliniennes les plus nocives disparaîtront petit à petit. Les staliniens conséquents, comme l'Albanie et la Corée du Nord, après avoir suivi la ligne de la Chine (qu'il serait simpliste de qualifier alors de staliniste), c'est-à-dire avoir cherché à rappeler l'URSS à ses devoirs de chef de file du mouvement communiste mondial (Conférence des partis communistes de 1957), devaient s'orienter vers un nationalisme intransigeant qui leur permettrait de s'isoler du "révisionnisme" soviétique.

C'est précisément sous le couvert de la querelle du révisionnisme que les réalignements vont se faire pendant la période où Khrouchtchev est seul au pouvoir (fin 1957 à 1964). Selon la version de Moscou, le "révisionnisme moderne" est une nouvelle hérésie yougoslave, proclamée au VIIe Congrès de la Ligue des communistes. En réalité, la théorie et la pratique de Khrouchtchev sont attaquées sous ce nom par la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam du Nord et l'Albanie, ainsi que par de nombreux mécontents dans d'autres partis communistes.

Pris entre ce front intransigeant et les aspirations à une plus large autonomie des pays d'Europe orientale, Khrouchtchev définit petit à petit, dans son style brouillon, un nouveau système de relations, qui tient compte en premier lieu des exigences des partis communistes encore mal en selle après les secousses de 1956, mais aussi de la rationalité économique trop souvent ignorée par Staline. Une politique offensive dans la question allemande, qui culmine avec la construction du Mur de Berlin (1961), facilite les changements et les réajustements nécessaires. Le développement des activités du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) et les efforts de Khrouchtchev pour réunir une conférence qui devait condamner les "manoeuvres scissionnistes" des dirigeants chinois, donnent aux leaders des pays satellites l'occasion d'assurer la liberté de manoeuvre limitée qui leur est accordée désormais.

Le déclin politique de Khrouchtchev, qui se dessine déjà un an avant sa chute, va favoriser une opération hardie de la direction du parti communiste roumain. Prenant prétexte d'un fumeux plan de coopération économique régionale, et exploitant la querelle sino-soviétique, elle réussit, dans un climat d'incertitude qui accompagne l'élimination de Khrouchtchev et la consolidation du pouvoir de ses successeurs (1964/1965), à fixer les grandes lignes d'une politique étrangère originale, qui s'écarte sur plusieurs points importants de celle du Kremlin. La guerre des Six Jours, en particulier, lui permettra de se distancer spectaculairement des autres pays de l'Est en maintenant ses relations diplomatiques avec Israël.

3. L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie

La nouvelle direction soviétique arrive au pouvoir avec des objectifs contradictoires: elle espère rétablir l'unité du mouvement communiste mondial en se démarquant du "révisionnisme" de Khrouchtchev (bien que le Premier Secrétaire n'ait été condamné que pour "subjectivisme"), ce qui suppose une accentuation du centralisme et du contrôle idéologique, elle entend rendre l'économie soviétique plus efficiente, ce qui requiert des mesures tout opposées. Elle veut rassurer les directions "conservatrices" dans les autres pays socialistes, tout en développant les relations avec l'Occident. Elle recherche la détente en même temps que la parité stratégique avec les Etats-Unis et une influence accrue dans le Tiers Monde.

Parmi les initiatives dictées par ces desseins se trouve le retour à une vieille idée soviétique, la conférence sur la sécurité en Europe et son corollaire, le règlement de la question allemande, resté en suspens après l'échec de l'offensive de Khrouchtchev. Cet effort se rencontre avec les conceptions nouvelles développées en Allemagne occidentale après la retraite du Chancelier Adenauer pour échapper aux contraintes croissantes de la doctrine Hallstein. Les succès de cette "Ostpolitik" première manière (des relations diplomatiques peuvent être établies avec la Roumanie) provoquent une riposte vigoureuse du Kremlin.

A l'initiative d'Ulbricht, la République démocratique allemande, la Pologne et la Tchécoslovaquie concluent de nouveaux traités d'assistance mutuelle, dirigés contre "le revanchisme allemand" (mars 1967). A ce premier signe de raidissement va en succéder un autre, beaucoup plus impopulaire, la condamnation d'Israël comme agresseur après la guerre des Six Jours et la rupture des relations diplomatiques. Fait peut-être sans

précédent, les frondes intellectuelles dans les pays de l'Est ne visant que rarement des questions de politique étrangère, la réaction est vive, en particulier au Congrès des écrivains tchécoslovaques de juin 1967.

La crise politique dont cette révolte est le signe avant-coureur est révélatrice de la sclérose de la direction tchécoslovaque. Celle-ci, en principe staliniste, suit depuis des années une ligne opportuniste dont a profité la culture, mais fortement pâti l'économie. Le représentant de cette ligne, M. Novotny, est sacrifié par le Kremlin et remplacé par le secrétaire du parti communiste slovaque, M. Dubček. Jusque-là, tout s'est passé conformément aux vues de Moscou.

Mais la position centriste de M. Dubček, si rassurante pour M. Brejnev, se révèle trop faible, une fois les staliniens hors jeu, pour contrôler les libéraux. Dans une atmosphère euphorique, des réformes sont hâtivement mises en train (abolition de la censure, rétablissement des libertés civiques, transformation du système économique). Tout cela est inacceptable pour les "partis frères", qui restent cependant d'abord déconcertés.

Les premières réformes tirent l'opinion publique de son apathie, et l'on passe de là dans l'enthousiasme à des exercices encore plus périlleux. On enquête sur le procès Slansky, une notoire parodie de justice mise en scène par les séides de Staline, on demande le rétablissement des anciens partis politiques, et en attendant des "clubs" se constituent, agissant manifestement en dehors du parti communiste. Enfin, un général tchèque critique certains aspects du Pacte de Varsovie. Le qualificatif "contre-révolutionnaire" tombe alors à Moscou. L'URSS recourt d'abord à l'intimidation verbale, puis aux "manoeuvres" en territoire tchécoslovaque, enfin à des conférences des "partis frères" où les dirigeants du "printemps de Prague" doivent se défendre en accusés.

Les dirigeants communistes feront quelques efforts pour freiner le mouvement, mais sans grand succès. Malgré des signes de plus en plus menaçants, ils n'arrivent pas à croire à une intervention militaire, et ils ne prendront aucune disposition pour y faire face, jusqu'à la dernière minute.

A la veille de la réunion du Congrès du PCT qui doit entériner la nouvelle ligne, l'URSS et quatre autres membres du Pacte de Varsovie frappent. La Roumanie, non seulement se tient à l'écart, mais mobilise contre ses alliés.

Comme l'affaire de Suez, en 1956, c'est le Vietnam cette fois-ci qui embarrasse les Etats-Unis pour réagir. En tout état de cause, ils n'en voient pas la possibilité et l'URSS le sait. M. Dubček et son équipe n'ont d'ailleurs pris aucun contact ni avec eux, ni avec la République fédérale d'Allemagne, comme on les en accusera.

L'intervention ne rencontre pas de résistance armée, mais la manifestation spontanée des sentiments populaires donne un minimum d'aide aux dirigeants tchèques emmenés de force à Moscou. Un traité légitimera après coup l'invasion; la "normalisation", c'est-à-dire l'élimination des leaders du "printemps de Prague" se fera non par les exécutions et la détention, mais par des "méthodes administratives".

Pour les dirigeants du Kremlin, acculés à la même politique que Khrouchtchev, le prix à payer est élevé. Les amorces de détente ont été gravement compromises, les relations avec la Chine - qui se sent cette fois physiquement menacée - vont approcher le zéro absolu, la "doctrine Brejnev", qui doit justifier l'intervention, discréditera au contraire la "communauté socialiste". Mais la ligne invisible qu'un régime communiste ne peut franchir a été manifestée encore une fois: c'est le monopole du pouvoir politique. A la menace qui pesait sur lui en Tchécoslovaquie s'ajoutaient d'ailleurs les risques de contagion, qui ont apparemment été ressentis jusqu'à Kiev.

La "normalisation" pèse lourdement sur la politique étrangère soviétique dans les années suivantes. Mais, paradoxalement, cette attitude défensive de l'URSS va favoriser une mobilité accrue dans les affaires européennes. En effet, l'URSS doit accepter certaines concessions sans lesquelles certaines négociations n'auraient pu aboutir. Tel est notamment le cas des premiers pas en direction de la CSCE, de l' "Ostpolitik" deuxième manière (avec la conclusion des Traités de Moscou, de Varsovie et de Berlin), de la Conférence des partis communistes, qui se déroulera en 1969 sans que la question chinoise soit discutée, enfin la série d'accords conclus avec les Etats-Unis et dont les SALT est le plus connu.

A partir de 1972, l'Europe orientale est placée sous le signe de la négociation CSCE. L'URSS, qui va obtenir de la République fédérale d'Allemagne la reconnaissance des frontières d'Europe orientale, est moins intéressée à son issue que par le passé, surtout parce que contacts humains et droits de l'homme commencent à y jouer un rôle important. Le résultat obtenu est un réel succès pour l'Occident. La politique occidentale reste cependant confrontée à son vieux problème: comment obtenir dans la lointaine Europe orientale le respect des engagements pris ?

La Conférence d'Helsinki, à fin juillet 1975, s'oppose symboliquement à celle de Yalta et de Potsdam trente ans plus tôt. Elle marque la fin d'une longue querelle sur l'application de ces accords et cherche à donner aux Etats européens des règles de comportement qui leur sont propres. Bien qu'elle s'applique formellement aux rapports de tous les Etats européens entre eux, il est connu au départ qu'elle ne touchera pas aux coutumes particulières de la "communauté socialiste".

4. L'Europe orientale après Helsinki

Quelques points de caractère général dans l'histoire mouvementée que nous venons de parcourir méritent d'être relevés.

D'abord, si l'on excepte l'Allemagne orientale et l'ancien Royaume de Bohême, un retard sérieux - dans l'économie et les institutions - sur l'Europe occidentale, considérée comme un modèle politique et culturel. D'où, à son égard, un sentiment ambivalent (qui s'est aujourd'hui reporté sur les Etats-Unis) d'admiration, d'envie et aussi de déception pour l'indifférence trop souvent montrée par les cousins occidentaux.

Plus tangible et parfaitement justifié, mais allant dans le même sens, un sentiment d'abandon de la part de l'Occident dans les grandes crises historiques. Ce sentiment, qui est volontiers projeté dans le passé (résistance à l'Empire ottoman), est à son tour à la base d'une ambivalence dans les relations avec l'Union soviétique, protecteur pesant, mais à peu près sûr.

L'ambivalence se renforce encore lorsqu'on en arrive à la relation avec l'Allemagne. L'inquiétant dynamisme allemand, souvent oppressif dans le passé, suscitait autrefois des craintes obscures qu'Hitler a réalisées avec une terrifiante précision. Le conquérant soviétique, lourd et peu efficient, a pu apparaître, après la Deuxième Guerre mondiale, comme un moindre mal devant la carence régulière de l'Occident.

Il ne reste plus à celui-ci d'autre rôle positif que celui d'un donneur d'impulsions culturelles et économiques, qui peut s'il agit avec prudence, faire en sorte que la liberté d'action limitée dont jouissent les pays d'Europe orientale s'élargisse avec le temps.

La signature de l'Acte final, au cours d'une cérémonie qui n'avait guère de précédent dans l'histoire européenne, marquait un moment où l'Europe orientale apparaissait sous un jour particulièrement favorable. La stabilité politique était générale, les relations notamment économiques avec l'Occident n'avaient jamais été aussi actives, et l'on avait quelque espoir, à tort à la vérité, que la détente allait permettre de nouvelles ouvertures, limitées sans doute mais réelles, entre les deux parties du continent.

Les traits permanents du système politique n'en ressortaient que plus clairement. L'URSS, puissance dominante, continuait à faire prévaloir sa volonté, avec certes des moyens plus subtiles et des objectifs plus nuancés que du temps de Staline et même de Khrouchtchev, mais d'une façon tout aussi résolue. Le monopole des partis communistes au pouvoir restait intangible, avec l'exception déjà mentionnée de l'Eglise catholique en Pologne. L'économie planifiée était maintenue (avec des assouplissements en Hongrie) et conduisait, malgré la croissance, à des goulots d'étranglements dans le ravitaillement en produits de consommation et au manque de variété et de qualité de l'offre de ces produits.

La marge de manoeuvre des partis communistes locaux paraissait définie par un système de points, avec un maximum possible de déviations du modèle soviétique, chaque parti ayant une certaine liberté de décider s'il voulait s'accorder cette déviation dans le domaine de la politique étrangère, de l'organisation économique, de la vie culturelle, etc. De même, le jeu entre Moscou et ses vassaux semblait dicté par la règle que l'URSS, tout en étant intéressée au progrès économique des satellites (qui consolidait leur stabilité politique), profitait aussi de leurs difficultés qui les obligeaient à s'appuyer beaucoup plus étroitement sur elle.

L'Union soviétique reste toujours aussi opposée que par le passé à des associations régionales. Comme elle avait torpillé le projet de Fédération balkanique en 1948, elle a réussi à saboter celui de groupe de coopération régionale danubien de Kadar (1965), et a paralysé la modeste initiative de coopération balkanique lancée récemment par la Grèce.

Les classes nouvelles qui sont apparues avec l'industrialisation et l'accroissement du niveau de l'instruction n'ont ni un dynamisme ni un profil très marqués. La maison (dont on est propriétaire), la voiture, les voyages à l'étranger, l'accès à la consommation de luxe de type occidental sont leurs principaux intérêts. L'apathie politique est en général très grande, un peu moindre cependant depuis l'Acte d'Helsinki et les actions de dissidents qui l'ont suivi. Alors que les dissidents eux-mêmes sont presque tous des intellectuels au sens étroit (écrivains, artistes), leurs sympathisants, encore peu nombreux, se rencontrent principalement dans ces classes nouvelles.

Il est difficile d'aller au-delà de ces généralités dans le domaine politique sans examiner le cas de chacun des pays en question comme cela se fera plus loin. En ce qui concerne l'économie, il paraît tout de même utile de chercher à dégager d'abord les traits principaux de ces pays au stade où ils se trouvent maintenant.

Le modèle soviétique, suivi à l'origine par tous ces pays, si diverses qu'aient été les conditions qui y régnaient, recherchait un développement extensif de la production industrielle, avec concentration sur l'industrie lourde. L'agriculture, d'où devait cependant venir précisément dans les pays les plus arriérés, l'essentiel du capital, était fortement négligée, comme l'industrie légère, les transports et la distribution.

Ce modèle qui a permis une assez forte croissance des quantités produites, montrera rapidement ses limites, et des corrections commencèrent à y être apportées après la mort de Staline, mais sans que les priorités soient fondamentalement changées. Au cours des années soixante, il se révéla que les méthodes de planification centralisée commençaient à ralentir la croissance et qu'elles étaient inadaptées à des économies qui allaient en se diversifiant. (Elles n'avaient d'ailleurs jamais convenu à des régions avancées comme la République démocratique allemande ou la Bohême.)

Les tentatives de réforme, qui comprenaient le regroupement des entreprises en des sortes de grands holdings (les associations d'entreprises) et surtout l'introduction de certains éléments de l'économie de marché, n'ont eu un succès durable qu'en Hongrie.

La Pologne a renoncé après trois efforts dramatiques. Les tentatives tchèques ont été paralysées par l'intervention soviétique. L'échec est dû tant à la résistance des bureaucraties locales qu'au retard de l'URSS dans ce domaine, malgré les velléités des successeurs de Khrouchtchev.

Le maintien en place de ces structures surannées explique en bonne partie le retard technologique que l'on doit aujourd'hui combler par le recours à l'Occident. Autre cause de difficultés, l'aggravation à prévoir de la pénurie de main-d'oeuvre, lorsque les réserves existant encore à la campagne seront épuisées et que la baisse de la fécondité fera sentir ses effets.

Les relations économiques avec l'URSS sont un domaine où les satellites ont plus de chances de se défendre que dans d'autres. Néanmoins l'URSS dispose avec les livraisons pétrolières d'un important moyen de pression qu'elle a su utiliser,

notamment pour se procurer des devises. Le CAEM a obtenu des résultats surtout dans le domaine de la coopération technologique. Les efforts de "division internationale du travail" sont suivis avec méfiance par plusieurs participants. Quant aux tentatives de rendre les monnaies du CAEM convertibles, elles n'ont eu pour le moment aucun résultat.

Aucun changement important des systèmes économiques n'est à attendre dans l'avenir immédiat, tout au plus pourrait-il être question d'un léger élargissement du secteur privé dans certains pays.

Les gouvernements d'Europe orientale n'ont pas, comme il aurait paru normal de le faire, saisi l'occasion de la conclusion de l'Acte final d'Helsinki pour éliminer certains aspects particulièrement critiquables, voire contre-productifs, de la législation et des pratiques administratives. Des progrès notables ont cependant été enregistrés dans le domaine de la réunion des familles. On peut penser que l'immobilisme qui s'est ainsi manifesté a été un mauvais calcul. En effet, l'Acte d'Helsinki, qui avait reçu une immense publicité dans les pays de l'Est, n'a pas tardé à être invoqué par de nombreux citoyens à l'appui de revendications de caractère libéral. Une initiative du pouvoir prise dans ce domaine aussitôt après l'accord d'Helsinki aurait pu réduire notablement l'impact des mouvements de dissidents. Elle n'était cependant ni agréable au Kremlin, ni apparemment considérée comme sûre pour les dirigeants locaux.

Voyons maintenant comment la situation se présente aujourd'hui dans chacun des six pays.

La République démocratique allemande était sans doute au départ, de tous ces pays, celui qui s'écartait le plus du type normalement associé à l'expression Europe orientale, bien que la structure agraire ait encore été en bien des endroits archaïque par rapport à l'Europe occidentale. Né d'une zone d'occupation taillée dans un Empire en déshérence, le nouvel Etat a, dès sa gestation, subi toute les contradictions de la politique soviétique.

La "démocratie modèle" qui devait y être construite avait alors pour premier devoir de garantir la livraison des réparations prévues par l'accord de Potsdam, et qu'assez vite l'URSS ne put tirer que de sa propre zone. De même, comme on l'a vu, la construction de la nouvelle République se faisait avec un oeil sur la possibilité d'une réunification à des conditions favorables à l'URSS. La République démocratique allemande était donc un Etat en quelque sorte précaire: non seulement l'équipe au pouvoir dépendait des dirigeants soviétiques pour sa survie, mais elle devait lutter avec eux pour les convaincre de défendre l'existence du deuxième Etat allemand. La tâche était d'autant plus difficile que la réunification est restée jusque vers la fin des années 1960 l'objectif officiel de la jeune République.

Le SED lui-même est un singulier produit de l'histoire. Héritier nominal de deux partis qui étaient avant l'ascension du national-socialisme, au début des années trente, les plus puissants de la scène politique allemande, il s'agit en fait d'une création entièrement nouvelle. Bien des chefs historiques et membres éminents de l'époque antérieure y ont fait et y font aujourd'hui figure de curiosité. Le parti illustre ainsi la difficulté première de l'Etat nouveau dans sa tentative de former ainsi une nation dans une absence totale de racines historiques.

L'essor économique (le plus remarquable du "système socialiste mondial") s'est accompli dans des conditions particulièrement difficiles. Après la fin des réparations, la République démocratique allemande a souffert d'une hémorragie de main-d'oeuvre par l'exode vers l'Ouest de plusieurs millions de ses habitants, exode qui n'a pris fin que par la construction du Mur de Berlin. Un certain assouplissement de la planification (1963) a amélioré les prestations de l'économie et relevé le niveau de vie. La demande de biens de consommation occidentaux a conduit les dirigeants à des mesures (magasins n'acceptant que le DM occidental) qui, dans les conditions particulières de la République démocratique allemande, ont causé d'assez vives réactions de la part de ceux qui n'en bénéficiaient pas.

Le remplacement d'Ulbricht (qui menait une politique étrangère peu appréciée du Kremlin) par le Sarrois Honecker s'est traduit par un changement de style et une orientation plus grande vers les biens de consommation.

Comme son prédécesseur, M. Honecker a eu avec les intellectuels des difficultés qui trahissent à la fois le manque d'adresse et la marge de manoeuvre très étroite du régime.

L'antagonisme avec la République fédérale d'Allemagne a été atténué par le "Grundvertrag" et l'accord quadripartite sur Berlin, tous deux de 1972. Il n'en est cependant pas résulté une véritable détente entre les deux Etats allemands. Le besoin d' "Abgrenzung" (délimitation) reste très fort à l'Est et le gouvernement Schmidt évite de rendre ses relations avec l'URSS, toujours méfiante, plus difficiles par des initiatives trop hardies dans les relations inter-allemandes.

La République démocratique allemande joue un certain rôle dans la politique mondiale comme force d'appoint à la politique soviétique. C'est ainsi qu'elle s'est chargée d'organiser la police de plusieurs Etats nouveaux.

La Pologne, le plus important des pays du groupe considéré, est aussi celui où le contraste entre le "pays légal" et le "pays réel" est le plus complet. La présence d'un gouvernement communiste à la tête du pays est acceptée sans contestation comme une conséquence de la position géographique du pays. L'alliance avec l'Union soviétique est impopulaire, mais admise comme une garantie de la possession des "territoires libérés", les provinces détachées de l'Allemagne en 1945.

Bien que la Pologne soit le pays où les forces d'opposition, soit essentiellement l'Eglise catholique et les groupes qui en dépendent, tel le Znak, jouissent du traitement le plus libéral, c'est en même temps celui où les dissidents sont les plus actifs (comité de soutien aux ouvriers, universités volantes, etc.). C'est aussi le seul pays où le gouvernement a dû faire face à des troubles graves au cours des dernières années. C'est encore le seul où les paysans indépendants représentent un groupe important (ils cultivent le 80 % des terres).

Le cadre politique étant à peu près accepté (et l'opposition illégale étant maniée avec souplesse), c'est la situation économique qui cause les soucis les plus sérieux, et c'est aussi elle qui est à l'origine des désordres auxquels a dû faire face le gouvernement. Le régime Gomulka n'y a pas résisté; M. Gierek, pour sa part, s'est vu dans l'obligation, après les émeutes de Radom (1976), de faire à Moscou des concessions de politique étrangère auxquelles il s'était toujours refusé jusqu'alors. Ces difficultés ont leur origine dans une politique des prix peu réaliste, mais à laquelle il est dangereux de toucher du côté des consommateurs, et à l'ambiguïté des inten-

tions du gouvernement à l'égard d'un secteur agricole si manifestement contraire au credo communiste. A cela se sont ajoutés des investissements excessifs dans l'industrie et les conséquences de la récession occidentale.

L'élection d'un pape polonais ne simplifie pas la position du pouvoir. Il a accru encore si possible la conscience nationale et ne peut être considéré qu'avec méfiance par Moscou. On peut penser cependant que Jean-Paul II aura à tâche, tout en renforçant la situation de son Eglise, de ne pas créer à ses compatriotes des ennuis superflus.

La Tchécoslovaquie connaît aujourd'hui le climat politique le plus lourd. Dix ans de normalisation ont repoussé les participants au "printemps de Prague" dans des occupations mineures, hors de leur cercles d'action habituel, ou les ont fait partir pour l'exil. Les réformes économiques engagées en 1948 n'ont pas été réalisées, et si le niveau de vie a pu s'accroître, ce n'est pas à une efficience accrue de la gestion qu'on le doit, mais à l'aide économique considérable apportée par l'URSS. La Charte 77, la déclaration autour de laquelle, sous l'égide de l'Acte final d'Helsinki, s'étaient regroupés les libéraux de 1968, a provoqué une recrudescence de chicanes administratives contre ses auteurs.

Le régime de M. Husak, n'ayant pratiquement aucune marge de manoeuvre, s'est fixé sur une politique d'immobilisme à l'intérieur comme à l'extérieur.

La Hongrie a suivi, avec le leader qui lui a été octroyé en novembre 1956 par l'armée soviétique, un développement paradoxal. Soucieux de rallier un peuple rebelle, M. Kadar, au nom de la maxime fort peu léniniste "Qui n'est pas contre nous est avec nous" a su conserver à son autorité la plus large base peut-être dans le bloc oriental. C'est l'économie

qui a servi de point de ralliement. La réforme, qui a accru les compétences des entreprises et réduit le nombre des prix imposés d'un million à un peu plus de mille, a donné à l'économie hongroise une souplesse et une efficacité très supérieure à celles des autres membres du COMECON. Il est vrai qu'un certain ralentissement, dû à des causes tant intérieures qu'extérieures, est constaté depuis 1973, mais on espère y remédier par de nouvelles mesures de libéralisation.

Le climat intellectuel n'a pas l'effervescence de celui de la Pologne, mais il existe une tolérance assez remarquable à l'égard d'opinions non orthodoxes comme celle de la "Nouvelle Gauche" représentée par le sociologue Andreas Hegedüs, qui défend un marxisme démocratique et pluraliste.

La politique étrangère reste déterminée par l'importance stratégique que l'URSS attache à la plaine danubienne (raison pour laquelle elle a tenu à faire exclure la Hongrie des négociations MBFR). La prudence que le gouvernement hongrois s'impose dans le domaine de la politique générale n'empêche pas d'actives relations de bon voisinage avec l'Autriche.

La Roumanie est aujourd'hui encore le plus pauvre de ces pays. Manifestement, les plans de développement économique, qui s'appuient souvent comme en Hongrie sur une coopération étroite avec l'Occident, souffrent encore du manque de cadres et de techniciens qualifiés et des difficultés d'adaptation de la main-d'oeuvre à l'économie moderne. Un stalinisme particulièrement intransigeant dans les vingt premières années du régime a fait le reste.

Aujourd'hui encore, ce sont les méthodes autoritaires qui sont en honneur, mais justifiées par un patriotisme qui n'hésite pas à chercher ses exemples dans un très lointain passé. La ligne diplomatique indépendante de la Roumanie est très consciemment placée dans la tradition des principautés moldave et valaque de l'époque de l'hégémonie turque

Les divergences avec l'URSS ne portent pas seulement sur la Chine et le conflit du Moyen-Orient. C'est toute l'appréciation de la scène mondiale qui diffère, M. Ceausescu ayant même réussi à présenter dans un récent discours la politique de l'URSS comme plus dangereuse que celle des Etats-Unis. L'URSS fait en conséquence des efforts considérables pour empêcher la Roumanie d'entrer dans le mouvement des non-alignés (où elle serait certainement plus à sa place que Cuba). On ressent aussi à Moscou les persistantes allusions aux provinces roumaines perdues et le refus de participer aux manoeuvres du Pacte de Varsovie.

Cette politique est rattachée à la personne de M. Ceausescu d'une manière qui n'est plus usuelle en Europe orientale, et elle sert de justification à la rigueur du régime intérieur. Cependant, des signes de résistance à la base, comme la grève des mineurs de 1977, pourraient amener la révision de certaines positions.

La Bulgarie est une sorte de satellite modèle. Les Russes y sont populaires en souvenir de la guerre de libération de 1878/79. En même temps, la position stratégique du pays, à proximité du Bosphore et de la Mer Egée, fait que l'URSS est encore moins disposée qu'ailleurs à y tolérer des incartades. Le régime de M. Jivkov est bien en selle depuis l'obscur tentative de coup d'Etat militaire de 1965. Quelques signes d'opposition se sont tout de même manifestés ces dernières années. Tout en s'industrialisant, le pays est resté largement fidèle à sa vocation agricole. Le principal souci de la politique étrangère reste le conflit avec la Yougoslavie au sujet de la Macédoine de Pirin. Les rumeurs propagées par certains opposants quant à une admission de la Bulgarie au sein de l'URSS reflètent plutôt des appréhensions que des projets concrets.

5. Conclusion

L'avenir de ces pays reste avant tout commandé par l'évolution interne de l'URSS, où une importante relève va bientôt avoir lieu. Les future leaders soviétiques sont une grandeur totalement inconnue, mais ils devront agir sous les contraintes d'un système extrêmement rigide. Auront-ils la souplesse et l'imagination requises pour rechercher avec l'Europe orientale ces "liens organiques" dont parlait M. Sonnenfeldt ? On peut en douter.

Dans ce cadre général, il y a peu de changements à prévoir en Europe orientale dans un proche avenir. Il dépendra cependant des dirigeants nationaux, qui eux non plus ne sont pas de première jeunesse, d'obtenir un peu plus de liberté de manoeuvre. L'Occident peut aider à ce processus en offrant aux pays d'Europe orientale des possibilités nouvelles de coopération et en continuant à manifester son intérêt pour eux.

A plus long terme, il n'est pas sûr que les classes nouvelles se contentent du rôle subalterne qui leur est assigné aujourd'hui. Un dynamisme politique accru pourrait s'accompagner d'une renaissance du nationalisme exacerbé que cette région a connu autrefois, et, par conséquent, de tensions entre les pays entre lesquels des questions de cet ordre sont encore en suspens.

L'évolution en Occident a aussi une signification considérable pour l'Europe de l'Est, qui y est rattachée par sa culture, par tradition historique, et à la suite du manque de rayonnement du modèle culturel soviétique. Les idées, les modes, les développements politiques et économiques de l'Ouest seront toujours suivis avec un intérêt passionné et on s'en inspirera dans la mesure où les circonstances le permettront.

La situation dans le Sud-Est asiatique

(Vietnam, Cambodge, Laos, Thaïlande)

1. La ligne de rencontre de deux grandes civilisations

Le nom d'Indochine, qu'un dirigeant communiste occidental qualifiait récemment de ridicule, exprime en réalité en un raccourci saisissant un fait culturel de première importance. La "presqu'île du Centre-Sud", comme l'appellent les Chinois, est le lieu géographique où la civilisation chinoise et la civilisation indienne vivent en contacts et en échanges permanents. Les frontières sont imprécises; il y a plutôt un passage progressif de l'une à l'autre, mais le rattachement ethnique est clair, et il correspond à des différences profondes de mentalité et de valeurs. Il n'existe cependant aucun antagonisme ni même aucune rivalité entre les deux cultures, qui ont au contraire un lien profond par le rôle que le bouddhisme joue aussi bien en Chine (et aussi au Vietnam) que dans le Sud-Est asiatique. Les luttes ont été politiques. Ce sont les empires, aujourd'hui les Etats, qui s'opposent dans un combat séculaire, dominé au cours des derniers siècles par la marche irrésistible des Vietnamiens vers le Sud et le Sud-Ouest.

De l'histoire très compliquée de la presqu'île au cours des deux derniers millénaires, soit depuis la conquête chinoise du delta du Fleuve rouge, on retiendra ici quelques faits essentiels.

Le Vietnam est à l'origine une province chinoise, douée assurément d'un fort esprit particulariste, et qui, après plusieurs révoltes, s'émancipe durablement au milieu du Xe siècle de notre ère. Il s'étend alors jusqu'au 19e parallèle environ. Il a adopté la culture et l'écriture chinoises et son administration est calquée sur celle de l'Empire du Milieu.

Plus au Sud, jusqu'aux approches du delta du Mékong, se trouve le royaume de Champa, construit au début de l'ère chrétienne et qui sera progressivement conquis par le Vietnam, pour disparaître vers la fin du XVe siècle.

Le premier voisin du Vietnam à l'Ouest est l'Empire khmer qui, lors de son apogée (vers 1200), s'étend de la Mer de Chine à l'Océan indien, contrôlant, outre le Cambodge, la Thaïlande, le Laos et le Nord de la Malaisie actuelle. Son déclin commencera avec l'arrivée dans le bassin supérieur du Ménam et le bassin moyen du Mékong de populations thaïs en provenance de la Chine, qui créent à l'Ouest le royaume de Siam (XIVe siècle) et à l'Est le Laos (XVIe siècle). Le Siam s'étend rapidement aux dépens de l'Empire khmer et la prise d'Angkor par les Thaïs (XVe siècle) marque la fin de la civilisation hindouiste khmère. Le Cambodge, passé au bouddhisme, sera dans les siècles suivants un vassal du Siam, et parfois du Siam et du Vietnam, eux-mêmes vassaux de l'Empereur de Chine; Saïgon, le delta du Mékong et la pointe de Camau, tous territoires khmers, tombent progressivement - entre la fin du XVIIe et le début du XIXe siècle - aux mains du Vietnam.

A partir du XVIe siècle, les navigateurs européens, établissant des places fortes et des comptoirs, commencent à jouer un rôle dans la région, les Espagnols et les Hollandais au Cambodge, les Français au Siam et au Vietnam, où leurs missions fondent une prospère communauté catholique.

Presque simultanément, à la fin du XVIIIe siècle, deux nouvelles dynasties apparaissent au Siam et au Vietnam et marquent une période d'activité et d'expansion des deux pays. L'un et l'autre cherchent à s'étendre du côté du Cambodge; le Siam reprend ses vieux efforts sur le Laos. La nouvelle dynastie vietnamienne avait réuni le pays, séparé sous un souverain nominal entre les pouvoirs de deux feudataires depuis

le XVIIe siècle. C'est la ligne du Sud, les Nguyens, qui rétablit l'Empire avec l'aide d'une petite escadre moderne commandée par des Français, et les escadres françaises devaient jouer un rôle croissant dans la politique vietnamienne jusqu'au moment où la France, en 1885, put imposer sa domination sur tout le Vietnam, après avoir vaincu le suzerain chinois. Parallèlement, la France prenait sous sa protection le Cambodge et le Laos, assurant ainsi leur survie territoriale contre les entreprises siamoises. Le Siam lui-même, convoité par la France et la Grande-Bretagne, mais qui sut plus habilement que d'autres s'adapter à l'âge nouveau, échappa à la colonisation.

Le système colonial d'Asie orientale, financièrement garanti par la puissance de lointaines métropoles, s'était établi à une époque de déclin de la Chine. L'expansion du Japon, fait historique nouveau, l'aurait immédiatement menacé si le Japon lui-même n'avait pas été prêt à y participer. Les colonies connurent ainsi un répit jusqu'au moment où le Japon, ayant constaté qu'il ne pouvait obtenir de bon gré sa place de puissance impériale, résolut de la conquérir.

L'éclipse de la France et, dans une moindre mesure, de la Grande-Bretagne après les défaites de 1940 permit aux Japonais de s'établir aisément en Indochine. Les conquêtes faites pendant la guerre du Pacifique et qui devaient être intégrées dans une "sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale" ouvraient la voie à la liquidation des pouvoirs coloniaux. Les chefs nationalistes, qu'ils aient résisté ou non aux conquérants japonais, surent néanmoins profiter de la fin de l'occupation pour assurer rapidement l'indépendance de leur pays. La Thaïlande, qui avait nominalelement fait la guerre aux côtés du Japon et conquis deux provinces cambodgiennes dut les rendre au moment de la paix. La Chine ne perdit pas une seconde pour réaffirmer ses droits au Vietnam en occupant le Nord de

ce pays et en forçant la France à signer un accord reconnaissant son indépendance comme "Etat faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française" (6 mars 1946).

2. L'Indochine dans la guerre

La Fédération indochinoise était le cadre imaginé à Paris pour maintenir la souveraineté française sur l'Indochine. Le Vietnam y apparaît d'abord comme divisé en trois (Annam, Cochinchine, Tonkin) et le rôle des deux autres pays est loin d'être clair. Le cadre indochinois est familier à la force politique la plus dynamique du Vietnam d'alors, le Parti communiste indochinois. Fondé par un ancien membre du PCF, devenu agent du Komintern pour l'Asie orientale, Ho Chi Minh, le parti envisage volontiers une hégémonie vietnamienne sur le Cambodge et le Laos (où il n'a pratiquement pas d'adhérents). Mais la Fédération va échouer sur le problème de l'unité du Vietnam, promis par l'accord du 6 mars. Le Haut-Commissaire français s'efforce d'en détacher la Cochinchine, ce qui sera le principal obstacle à une entente de Ho Chi Minh avec la France. La guerre commence en décembre 1946.

Tandis que Ho Chi Minh (qui a dissous le parti communiste indochinois) mène, avec sa Ligue pour l'indépendance du Vietnam (Viet-Minh), la guerre révolutionnaire, la France cherche à mettre sur pied une nouvelle conception, les Etats associés d'Indochine, et constitue à cet effet, à Saïgon, un gouvernement vietnamien qui se recrute parmi les groupes nationalistes brouillés avec le Vietminh. C'est l'origine de l'idée de partage qui se fera jour à la Conférence de Genève en 1954. Le Cambodge et le Laos, eux, progressent assez pacifiquement vers l'indépendance jusqu'au moment où, dans les dernières

années de la guerre d'Indochine, le Vietminh utilisera leur territoire pour faire peser une menace stratégique indirecte sur le corps expéditionnaire français.

La Chine nationaliste s'est tenue à l'écart de la guerre. La Chine communiste, en offrant son territoire comme sanctuaire au Vietminh, va décider de son issue. Dès 1950, le Vietminh, partant de ses bases de Chine, fait tomber la ligne de points d'appui français à la frontière. Plus tard, c'est l'artillerie lourde fournie par la Chine qui brisera la résistance de Dien Bien Phu.

A la Conférence de Genève, de 1954, aussi bien la Chine que l'URSS ont une attitude ambiguë. Elles s'accrochent, la Chine surtout, au partage du Vietnam. Elles n'apportent qu'un soutien mesuré aux mouvements suscités par le Vietnam au Laos et au Cambodge.

A la victoire du Vietminh, les Etats-Unis - qui ont soutenu la France en Indochine depuis 1950 - répondent par la création de l'OTASE (pacte de sécurité conclu entre l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Nouvelle Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande) qui garantit l'intégrité du Sud-Vietnam (lequel ne peut, en vertu des accords de Genève, y adhérer). Le Cambodge et le Laos refusent la garantie.

Le Nord-Vietnam essaie d'abord de prendre la Chine pour modèle, tout en ayant des relations étroites avec Moscou. La réforme agraire de type chinois conduit à des révoltes, et les dirigeants vietnamiens, surtout après le "Grand Bond en avant", se distancent des conceptions de Mao Tsé-toung. Le régime est secoué par la crise du XXe Congrès du PCUS et par la "campagne des Cent Fleurs" en Chine. Dans la querelle du révisionnisme, il prendra, aux côtés de la Chine, une position

dure. Il doit cependant garder de bonnes relations avec les deux géants communistes, car, en 1959, il décide, à la suite du refus persistant du régime Diem de procéder à des élections en vue de la réunification, de soutenir les insurgés, anciens combattants du Vietminh, qui se sont soulevés contre Diem.

Tandis que la confrontation entre Nord et Sud se développe, les deux royaumes voisins cherchent leur chemin dans un difficile équilibre entre les deux mondes antagonistes de la guerre froide. Au Cambodge, le Prince Sihanouk, roi devenu chef d'Etat, manœuvre d'abord habilement et sans trop de difficultés, grâce à la Chine, entre le Nord-Vietnam et les Etats-Unis. Au Laos, la dispute entre les neutralistes du Prince Souvana Phuma et la droite, qu'appuient les Etats-Unis, au sujet de la participation au gouvernement de l'organisation Pathet-Lao, patronnée par le Nord-Vietnam (RDV), aboutit à une guerre civile et à l'intervention étrangère. Une conférence réunit alors à Genève les pays intéressés et proclame la neutralité du Laos. Une petite guerre se poursuit entre les factions. Quelques années plus tard, le Nord-Vietnam commence à utiliser la zone frontrière voisine de la Cordillère annamite pour faire passer des armes, puis des troupes vers le Sud. C'est la piste Ho Chi Minh. Les Américains ripostent par des bombardements et renforcent leur appui aux forces irrégulières Meos du général Vang Pao.

La lutte contre le régime Diem s'appuie sur les anciens Vietminhs, surtout communistes, qui réapparaissent sous le nom de Parti révolutionnaire du peuple. En 1960, ils organisent, avec l'aide d'Hanoi, le Front national de libération du Sud-Vietnam (Viet-cong). C'est cette organisation qui coiffera la lutte armée, avec, à partir de l'automne 1964, un courant croissant de troupes du Nord-Vietnam, tandis que de leur côté les Etats-Unis appuient Diem par des fournitures d'armes et de nombreux conseillers.

La guerre affaiblit fortement le régime Diem, qui est en outre en lutte à une résistance de la part des bouddhistes (Diem est catholique) et finit par être abandonné par les Américains. Sous les généraux qui l'ont renversé et qui se succèdent au pouvoir, la situation militaire se détériore au point que les Etats-Unis se décident à intervenir directement.

Les relations du Nord-Vietnam avec ses grands alliés socialistes sont précisément dans une passe difficile. Il s'est associé à la campagne contre le révisionnisme de Khrouchtchev, mais sans pour autant s'aligner entièrement sur Pékin. La chute de Khrouchtchev est suivie d'un rapprochement avec l'URSS, manifesté par le voyage de M. Kossyguine à Hanoï, qui coïncide avec le début des bombardements massifs de l'aviation américaine. Ceux-ci et le débarquement d'un corps expéditionnaire américain de plusieurs centaines de milliers d'hommes placent l'URSS et la Chine devant une décision politique de première importance. L'URSS tente de promouvoir en Europe une politique de détente, même si certains projets peu orthodoxes de Khrouchtchev sont abandonnés. La Chine affronte la crise avec une direction profondément divisée. Un groupe de dirigeants de type traditionnel est partisan d'une coopération étroite avec l'URSS en vue d'une véritable intervention au Vietnam. Un autre groupe, dont Lin Piao est alors le porte-parole, refusera les concessions à l'URSS (en particulier les bases) que cette ligne implique et recommande, un peu cyniquement, aux révolutionnaires vietnamiens la "guerre populaire". La Chine suivra finalement une voie moyenne. Tout en signalant énergiquement aux Etats-Unis son désir de ne pas être impliquée dans le conflit, elle fait savoir que l'entrée de troupes terroristes américaines au Nord-Vietnam serait un "casus belli", accepte le transit de matériel lourd russe sur son territoire, et fournit du riz et des armes légères.

Tandis que la guerre du Vietnam atteint son point culminant, la révolution culturelle éclate en Chine. L'appareil du parti communiste est détruit, l'armée doit intervenir non seulement pour rétablir l'ordre, mais pour faire fonctionner les services publics et même les entreprises. La RDV suit ces développements avec d'autant plus d'inquiétude que les désordres paralysent les transports pendant des mois, surtout dans la province de Kouangsi où passe la principale ligne de chemin de fer vers Hanoï, et que l'agitation gagne les Hoas (Chinois du Vietnam). La Chine, qui n'est pas intéressée à voir les Etats-Unis déchargés du fardeau de plus en plus lourd de la guerre, pousse les dirigeants vietnamiens à l'intransigeance.

Le tournant vient avec l'offensive du Têt (janvier/février 1968). Sous le moment d'une trêve, le Vietcong attaque en force dans les villes du Sud-Vietnam. Malgré la surprise initiale, les Américains et l'armée du régime Thieu repoussent les attaques et reconquièrent rapidement les places perdues. Mais le choc politique amène le Président Johnson à refuser l'envoi de renforts et à annoncer la fin des bombardements. Plus important sera peut-être le fait que le FNL, qui, dans le vain espoir d'un soulèvement général, a révélé son dispositif clandestin, subit des pertes irréparables. Le poids de la lutte repose désormais sur les Nord-Vietnamiens.

Pourtant, dans les négociations qui auront lieu à Paris, le FNL est admis et en profite pour créer un "gouvernement révolutionnaire provisoire" (GRP) de la République du Sud-Vietnam, avec son drapeau et son hymne "officiels".

La décision du Président Nixon de retirer progressivement les troupes américaines (automne 1969) va précipiter les dernières péripéties. En effet, la position du prince Sihanouk est devenue de plus en plus précaire par l'implantation sur la partie de la "piste Ho Chi Minh" qui traverse le Cambodge de

troupes nord-vietnamiennes en nombre croissant, qui représentent un danger pour la "vietnamisation" poursuivie par M. Nixon. Alors que Sihanouk cherche à obtenir à Moscou et à Pékin des appuis pour réduire la présence des Nord-Vietnamiens, il est renversé par un coup d'Etat de groupes disparates qui entendent obtenir leur départ. Les troupes nord-vietnamiennes, appuyées par les forces encore embryonnaires des rebelles "khmers rouges", marchent sur Phnom Penh. Cette offensive provoque un massacre des Vietnamiens résidant au Cambodge, et une intervention américano-sud-vietnamienne. Le Cambodge est plongé dans la guerre. Le prince Sihanouk se trouve alors à Pékin, où il va servir à une remarquable opération diplomatique de M. Chou En-lai. Un gouvernement d'union nationale est constitué dans lequel est intégré un des groupes de Khmers rouges, les "sorbonnards" de M. Khieu Samphan (qui ont pris le maquis le plus récemment), et on met en scène une "Conférence au sommet des peuples de l'Indochine", qui se tient près de Canton, et où M. Chou En-lai fait une apparition tardive mais remarquée. La Chine assure ainsi sa rentrée dans la politique indochinoise, après un certain "fading" dû à la Révolution culturelle, et elle va utiliser le prince Sihanouk, très méfiant à l'égard du Vietnam, comme atout pour chercher à maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale du Cambodge dans les nouvelles conditions.

Le voyage de M. Kissinger à Pékin, en 1971, marque une nouvelle crise dans les relations entre la Chine et le Vietnam, il fait en même temps entrer les négociations de Paris dans une phase décisive. Elles aboutissent à fin 1972, après l'échec d'une offensive nord-vietnamienne et de nouveaux bombardements américains.

Les Etats-Unis ont dû accepter le maintien des forces nord-vietnamiennes au Sud-Vietnam. Au Cambodge, où les Khmers rouges ont progressivement développé leurs propres forces, et où la faction Pol-Pot - Ieng Sary, dans le maquis depuis 1963, gagne

du terrain (Ieng Sary arrive à Pékin en été 1971), le cessez-le-feu ne peut être appliqué parce qu'ils le refusent, ce qui entraîne des bombardements américains qui prennent fin en août 1973 par décision du Congrès.

Au Sud-Vietnam, les négociations politiques prévues par les accords de Paris entre le gouvernement Thieu et le GRP s'enlisent, tandis qu'une guerre larvée se poursuit dans la "peau de léopard". La fin viendra abruptement. Une défaite locale est transformée en déroute par un ordre de retraite malencontreux du Président Thieu, et la supériorité des Nord-Vietnamiens (trois à un pour les unités d'élite) ne laisse plus de chances à l'armée sud-vietnamienne. Le Président Ford est paralysé par le Congrès. Saïgon tombe le 30 avril 1975. Phnom Penh, de son côté, a déjà été conquis le 17.

3. L'après-guerre

Bien que le Nord-Vietnam continue d'en affirmer la validité, la chute de Saïgon marque la fin des accords de Paris. Une tentative du gouvernement français, signataire, de constituer à la dernière minute le gouvernement de coalition qu'ils prévoyaient, est ignorée par les militaires nord-vietnamiens. Ceux-ci marquent nettement que leur présence s'appuie sur le droit de conquête. Le GRP, selon Hanoi gouvernement légitime du Sud, ne prend pas possession de sa capitale, rebaptisée Ho Chi Minh-Ville, et n'exercera aucune activité, même nominale. Ce sont des fonctionnaires du Nord qui occupent toutes les places et mettent en marche un programme accéléré de réunification. Il est inutile d'en rappeler les étapes, qui n'ont qu'une signification formelle. En même temps qu'il est réunifié, le Vietnam est proclamé République socialiste.

L'héritage est lourd. Le pays a été ravagé par la guerre, conduite par les Américains avec des moyens très destructeurs, y compris les produits chimiques. L'économie du Nord a été orientée uniquement vers le soutien du front, celle du Sud déséquilibrée par la présence d'une immense armée étrangère, pour ne rien dire des morts, des mutilés, des misères morales de toutes sortes. Les opérations militaires ont amené de nombreux réfugiés dans les villes.

Les conceptions étroites du vainqueur vont ajouter aux problèmes. Après avoir livré au pillage les dépôts américains (qui alimentent aujourd'hui encore les "Thief Markets" du Sud), ils ferment les banques et interrompent le commerce international, paralysant ainsi l'industrie de Saïgon. On veut renvoyer à la campagne les paysans qui ont afflué en ville pendant la guerre, avec les citadins considérés comme superflus, mais les nouvelles zones économiques qui doivent les absorber ne sont ni équipées, ni organisées. Après quelques années, leur échec est reconnu. Il n'a pas empêché le régime de lancer aujourd'hui une campagne de collectivisation de l'agriculture dans le Sud. Les premiers commentaires officiels ne sont pas très optimistes. Il semble en particulier que la résistance est vive dans les régions où le régime Thieu avait fait procéder à la réforme agraire.

Le riz est rationné, mais les tentatives de l'acheter à bas prix chez les paysans ne font que renforcer le système traditionnel de distribution (qui passe par les marchands chinois). La ration est aujourd'hui d'un kilo par mois et la disette est générale. Les efforts pour remettre en marche les entreprises se heurtent à l'incompétence de la bureaucratie, qui empêche aussi l'application d'une législation pourtant libérale en matière de "joint ventures". La déportation dans des camps de rééducation des cadres du régime Thieu prive le pays de nombreux spécialistes pourtant indispensables.

Au Nord, la situation n'est pas plus brillante. Les soldats sont rentrés chargés d'un butin qui contraste avec la pauvreté du pays. Les cadres ont pris des habitudes de corruption, la population veut jouir de la paix après tant de sacrifices. La discipline du travail, l'aiguillon du danger disparu, s'effondre. Certaines usines ne travaillent que quatre heures par jour.

Le régime a bien entrepris de réhabiliter les terres laissées en friche et il a atteint des résultats remarquables dans certaines régions, mais la sécheresse en 1977, des inondations en 1978 détruisent en bonne partie la récolte. Le Vietnam doit faire appel à l'aide internationale.

En matière culturelle le tableau est contrasté. D'un côté, un effort d'éducation considérable, qui prolonge celui déjà fait au Nord depuis 1954, et qui a donné des résultats même sur le plan scientifique (école de mathématiques de Hanoi). Cet effort va de pair avec la volonté de mettre en valeur la culture traditionnelle, notamment la littérature et la musique. D'un autre côté, une censure mesquine de l'activité littéraire à laquelle n'échappent ni Camus ni Hermann Hesse. Les livres sont confisqués jusque dans les domiciles privés.

Le régime avait désarmé sans trop de mal les troupes de l'armée Thieu. Cependant, des groupes d'irréductibles avaient poursuivi la résistance, tandis qu'en ville certains opposants avaient accumulé des armes. Leurs actions se sont intensifiées au cours des derniers temps, sans doute en raison du mécontentement dû à la disette. Parmi les groupes qui poursuivent le combat se trouvent en particulier des catholiques intransigeants autrefois émigrés du Nord.

Au Laos, le gouvernement "neutraliste" de M. Souvanna Phouma a été entraîné dans la débâcle du Sud-Vietnam en 1975.

Le Pathet Lao a pris pacifiquement le pouvoir, non sans que son chef historique, le prince Souvanou Vong, époux d'une Vietnamiennne, soit réduit à une position de "figure de proue", tandis que le principal leader du Neo Lao Haksat, M. Phoumi Vongvichit, était éliminé au profit d'un métis vietnamien, M. Kaysone Phomvihane.

Dès son arrivée au pouvoir, le régime a procédé à une collectivisation précipitée de l'agriculture, qui a bouleversé la production et suscité de vives résistances. Le gouvernement ayant encore durci sa ligne, la situation alimentaire est aujourd'hui catastrophique.

Les foyers de résistance au régime se sont multipliés: les montagnards meos poursuivent la lutte. Des groupes royalistes et neutralistes, dirigés par d'anciens membres du gouvernement les ont rejoints. D'autres maquis sont constitués par des déserteurs du Pathet Lao. Plusieurs complots et tentatives d'assassinats auraient eu lieu contre M. Phomvihane. Le nombre des réfugiés a fortement cru cette année.

Dans cette situation, le gouvernement laotien s'appuie plus que jamais sur le Vietnam. Le traité d'amitié et de coopération mutuelle, du 18 juillet 1977, a pratiquement placé le pays sous protectorat vietnamien. Les experts vietnamiens (comme ceux des pays de l'Est), appuyés par trois divisions, contrôlent les ministères de Vientiane. Le traité de délimitation de la frontière, conclu également en juillet 1977, prévoit semble-t-il la cession du territoire de l'ancienne piste Ho Chi Minh au Vietnam.

Le Cambodge a été témoin, au moment où prenait fin une active guerre civile qui avait déjà fait suffisamment de victimes, d'une tragédie dont il n'est pas possible de prévoir l'issue.

On a vu que cette guerre était menée par les Khmers rouges, avec un appui considérable du Nord-Vietnam. Le prince Sihanouk, reconnu comme chef de l'Etat par les Khmers rouges, n'avait en réalité aucune autorité. Il se bornait à faire campagne en faveur du gouvernement d'union nationale dans les pays du Tiers Monde. Cependant, les Chinois espéraient que sa popularité lui permettrait de jouer un rôle dans le Cambodge futur.

Les Khmers rouges étaient en fait dirigés par le Parti communiste du Kampuchea (PCK), organisation dont l'existence même était niée (et l'a été jusqu'à l'année dernière). On se dispute aujourd'hui pour savoir si le parti a été créé en 1951 ou en 1960. En tout cas, depuis cette dernière date, il est dirigé par M. Pol Pot, avec un petit groupe d'enseignants dont certains avaient étudié en France et qui faisaient marcher à Phnom Penh une école privée.

Le programme des Khmers rouges était toujours resté obscur; les promesses essentielles étaient cependant qu'à part une poignée de traîtres, nul ne serait inquiété, et que la religion bouddhiste serait respectée. En février 1975, toutefois, les dirigeants prirent la décision d'évacuer toutes les villes du pays (qui se trouvaient alors, presque sans exception, entre les mains de leurs adversaires) lors de la victoire. Cette décision n'obéissait pas, comme on essaye de le faire croire, à des impératifs de ravitaillement, mais visait à éliminer "les agents de la CIA et les contre-révolutionnaires", donc l'opposition que le régime attendait a priori dans les villes.

La déportation de la population citadine, qui a, à elle seule, causé de nombreuses victimes, n'était que le début du calvaire des Cambodgiens. Toute la population des zones contrôlées autrefois par le régime Lon Nol est considérée comme "prisonnière" et est astreinte au travail forcé sous la conduite

de l'armée. Le reste est organisé en "coopératives", qui ne diffèrent guère par l'organisation, mais où la discipline est moins dure et le ravitaillement meilleur. Les agents de l'ancien régime (terme qui comprend jusqu'aux sous-officiers de l'armée de Lon Nol) sont traqués et exécutés, mais, vu le désordre dans lequel les déplacements de populations ont eu lieu, bon nombre d'entre eux ont pu échapper à la mort et même se réfugier à l'extérieur.

La religion bouddhiste a été abolie, la vie de famille entièrement soumise à la discipline de l'organisation. Aucune activité privée, si anodine soit-elle, n'est tolérée.

Ce système esclavagiste, qui a renoncé à la monnaie et récompense le travail par des rations de riz mesurées en boîtes de conserves, a été à l'origine purement agricole. Aujourd'hui, il s'y ajoute quelques usines, notamment à Phnom-Penh. Ce ne sont pas des ouvriers qui y travaillent, mais des soldats de l'armée de libération, souvent âgés de douze ans à peine.

Des travaux gigantesques ont été entrepris pour irriguer les terres. Il est impossible de se faire une idée de l'utilité de cet effort et des résultats obtenus. On a cependant constaté que les rations, dérisoires à l'origine, avaient été augmentées au début de 1977. Faute de médicaments, les décès par maladies ont fortement augmenté. Les témoignages de réfugiés signalent aussi une baisse considérable de la fécondité.

Sur l'éducation, on ne sait presque rien. Elle semble se borner, faute de maître, à la répétition des slogans officiels.

Il est impossible de donner des chiffres sûrs sur le nombre des victimes. Le régime a récemment reconnu 80.000 exécutions. Ce chiffre correspond à peu près au pourcentage des

irrécupérables que M. Pol Pot était prêt à liquider sans hésiter (discours du 27 septembre 1977). Ce qu'il a dit des transformations sociologiques du pays permet de penser que les victimes de privations et de maladies s'élèvent à 400 ou 500.000 environ. De bons connaisseurs du Cambodge articulent des chiffres très supérieurs.

Le régime a marché de crise en crise, dont il est intéressant de relever qu'elles étaient liées, non pas tellement, semble-t-il, à la politique intérieure (bien que ses traits les plus extrêmes créent des problèmes à certains cadres), mais à l'attitude à prendre à l'égard du Vietnam et de la Chine.

Le prince Sihanouk a été tenu entièrement à l'écart dès son retour, malgré le titre de "chef d'Etat à vie" qui lui a été décerné et qu'il a porté moins d'un an.

Le groupe des "sorbonnards" (Khieu Samphan, Hu Min, Hou Youn), qui a autrefois coopéré avec Sihanouk, a été pratiquement éliminé du pouvoir. Khieu Samphan reste nominalement chef de l'Etat, sans doute en raison du rôle international qu'il a joué autrefois, mais ses deux associés ont été, dit-on, exécutés. La faction Pol-Pot - Ieng Sary, qui s'appuie sur la Chine, mais avait sans doute ses liens les plus étroits avec la "Bande des Quatre", s'est débarrassée, à la suite de plusieurs "complots", de tous les dirigeants associés de trop près avec le Vietnam (on dit que 2.000 cadres ont été mis à mort). Le dernier de ces complots date de mai 1978, donc après le début de la guerre avec le Vietnam.

*

*

*

Tel est le cadre dans lequel a été déclenchée la guerre entre le Vietnam et le Cambodge. Les causes immédiates ont leur origine dans l'histoire. C'est le peuplement mélangé de la basse vallée du Mékong où les populations vietnamienne et khmer se retrouvent des deux côtés de la frontière. (Le gouvernement cambodgien assure que le nombre des Khmers habitant le Vietnam (Khmer Krom) s'élève à 4 millions, mais 400.000 paraît plus exact.) Dès la fin de la guerre du Vietnam, des réfugiés cambodgiens affluent dans les villages frontières où les Khmers rouges tentent d'aller les chercher, d'où des frictions continues.

La deuxième cause, comme M. Pol Pot et ses amis ont raison de le dire, est l'aspiration vietnamienne à l'hégémonie en Indochine. Le but est atteint au Laos, c'est donc le tour du Cambodge.

La troisième est la politique chinoise qui poursuit en Indochine des buts tout opposés.

On peut à n'en pas douter y ajouter les efforts de l'URSS pour accroître son influence au Vietnam qui ont certainement contribué à un raidissement de la position chinoise.

Le conflit sino-vietnamien a atteint un premier seuil de danger avant la chute de Saïgon déjà, par l'occupation des îles Paracel (Hsisha en chinois) au Sud de Haï-nan, à une époque où elles étaient encore occupées par les Sud-Vietnamiens. Ces îles ont une importance considérable pour délimiter les droits à un plateau continental qu'on croit riche en pétrole.

Ce conflit a pesé dès le début sur les relations entre le Cambodge nouveau et le Vietnam. Malgré de profondes divergences sur le rôle de Sihanouk, apparues au moment de la visite de M. Khieu Samphan à Pékin, en 1975, la Chine a pris sous son aile le nouveau régime, qui était brouillé avec Moscou. Elle

lui a apporté une aide pour sa reconstruction, et aussi des armes. La collaboration semble avoir été particulièrement étroite au moment où la "Bande des Quatre" était à son apogée. Lors de la controverse prolongée qui a précédé la guerre, la nouvelle équipe chinoise a soutenu le Cambodge, notamment à l'occasion de la visite de M. Pol Pot à Pékin (septembre 1977).

Le Vietnam avait, semble-t-il, espéré tirer profit, d'abord de sa victoire, puis de la mort de Mao Tse-toung pour rapprocher la Chine de l'URSS. Le peu d'écho de ces efforts, les inquiétudes causées par la ligne intérieure que pourrait suivre M. Teng Hsiao-p'ing après son retour au pouvoir, et l'échec des négociations prolongées toute l'année 1977 avec le Cambodge se sont sans doute combinés pour engager le Vietnam à recourir à la manière forte.

L'armée cambodgienne, confrontée à une attaque de forces supérieures (allant peut-être jusqu'à dix divisions) a su utiliser le terrain difficile pour freiner, puis bloquer les Vietnamiens. Depuis cet échec, les hostilités se poursuivent avec des forces beaucoup plus réduites. La grande offensive vietnamienne, annoncée à plusieurs reprises, ne s'est pas matérialisée, peut-être parce que les Vietnamiens doivent surtout se concentrer sur la défense de leur frontière nord. En revanche, on compte à Hanôï sur des mouvements de dissidence qui sont apparus dans les provinces de l'Est cambodgien.

La Chine, après avoir feint la neutralité, a soutenu le Cambodge diplomatiquement et militairement dans le conflit. Il existe cependant des signes de tension assez vive avec le gouvernement de Phnom Penh. Ainsi, la visite de M. Son Sen, ministre de la défense nationale, à Pékin a manifestement été un échec. La réapparition du prince Sihanouk est aussi le signe qu'on s'efforce, à Phnom Penh, d'améliorer les relations avec le grand allié. Ces difficultés n'ont cependant rien changé à la stratégie générale chinoise à l'égard du Vietnam, qui est celle d'une pression redoublée.

Le prétexte choisi, la défense des Hoas, paraît assez peu convaincant, vu l'indifférence manifestée à l'égard des Chinois du Cambodge. Toutefois, Hanoï s'est exposé au reproche de discrimination, particulièrement envers les Chinois du Nord-Vietnam, qui ont fourni le plus grand nombre de réfugiés. A côté de la question de la nationalité, qui revêt évidemment beaucoup plus d'importance dans un régime communiste que dans un "soft state" à la Diem ou Thieu, le problème des écoles a joué un grand rôle. La nationalisation précipitée du commerce (y compris le petit commerce du Nord), point culminant de chicanes qui duraient depuis des années, a provoqué une panique qui s'est traduite par la fuite de plus de 160.000 Hoas. Le coup porté à l'économie vietnamienne est sensible, car beaucoup d'usines avaient des techniciens et des ouvriers qualifiés chinois. L'aide chinoise est interrompue.

Il n'est pas aussi aisé qu'il pourrait le paraître de décider si la confrontation sino-vietnamienne est la conséquence du rapprochement du Vietnam avec l'URSS, ou si elle n'en est pas plutôt la cause.

Hanoï n'a jamais été un satellite de Moscou. Staline, fidèle à sa politique de méfiance à l'égard du Tiers Monde, n'avait pratiquement pas aidé le Vietminh. Ses successeurs, pour des motifs tenant à leur politique européenne, avaient accepté, on l'a vu, le partage du Vietnam à Genève, en 1954. Jusqu'à la chute de Khrouchtchev, les relations sont souvent difficiles. Ce n'est qu'en 1965 que le Vietnam reçoit une aide soviétique importante pour sa lutte contre les Etats-Unis. Il est vrai que celle-ci est alors décisive.

Après les accords de Paris, Hanoï se montre soucieux de ne pas apparaître comme dépendant de Moscou; on y dément avec insistance l'octroi de bases navales aux Soviétiques.

Après la victoire, il apparaît qu'une aide soviétique massive est nécessaire au Laos, et les dirigeants vietnamiens y encouragent l'URSS. Ils essaient aussi d'obtenir des crédits plus importants pour la reconstruction du Vietnam, particulièrement lorsqu'il se révèle que, contrairement aux promesses de M. Nixon, il n'y a rien à attendre des Etats-Unis. L'aggravation de la situation économique et la position politico-stratégique de plus en plus difficile du pays entraînent les dirigeants à une démarche qui ne peut être considérée par la Chine que comme une provocation: l'admission au COMECON. Celle-ci s'opère avec une hâte suspecte et apparemment contre l'avis des partenaires de l'URSS, qui ont compris qu'on attend d'eux de lourdes contributions.

Depuis lors, on a assisté à une escalade de la guerre des ondes et à une politique de coups d'épingle à la frontière. La menace qui pèse sur le Vietnam est plutôt hypothétique. Le terrain où les incidents ont eu lieu est extrêmement coupé; les troupes chinoises, très éloignées de leurs bases, s'y heurteraient certainement à une résistance efficace. Opération aventureuse où la Chine apparaîtrait de surcroît comme agresseur.

Il ne fait pas de doute cependant que, combinée avec la guerre du Cambodge, pour laquelle on a apparemment dû appeler sept classes sud-vietnamiennes, et les révoltes laotiennes, la pression chinoise a pu apparaître suffisamment dangereuse au Vietnam pour justifier le traité qui vient d'être signé à Moscou, le premier du genre que le pays conclut avec un Etat non-indochinois. Les accords de Genève, auxquels le Vietnam s'est accroché jusqu'à la signature des accords de Paris, interdisaient une alliance de ce genre. Depuis lors, le souci des relations avec le grand voisin avait suffi à l'empêcher. Du

côté de l'URSS, il est manifeste que, tout en contrecarrant la politique chinoise en Indochine, on répond ainsi à la conclusion du traité de paix et d'amitié sino-japonais. Hanoï a-t-il désormais la possibilité de remporter une victoire complète sur le régime de Phnom Penh ? Ce n'est pas sûr. Moscou n'est en effet pas intéressé à ce que le Vietnam apparaisse comme une sorte de croque-mitaine auprès de ses voisins du Sud-Est asiatique.

Le paradoxe est que l'aggravation de la tension avec la Chine a amené le Vietnam à chercher un rapprochement avec les Etats-Unis, en renonçant aux préalables posés jusqu'ici (sur l'aide à la reconstruction).

Les Etats-Unis ont accueilli d'abord ces ouvertures avec prudence. En effet, ils se trouvaient eux-mêmes à une phase délicate de leurs négociations de "normalisation" des relations avec la Chine. Ils semblent cependant s'orienter maintenant vers l'idée que des relations diplomatiques complètes pourraient être établies avec le Vietnam avant de l'être avec la Chine.

4. Les "dominos"

C'est en vertu de la fameuse théorie des "dominos", énoncée par le Président Eisenhower, que les Etats-Unis s'étaient engagés à soutenir la jeune République du Vietnam, aujourd'hui défunte. Il s'agissait d'éviter que sa chute n'entraîne le contrôle par l'URSS ou la Chine des richesses naturelles du Sud-Est asiatique.

Les événements de 1975 devaient mettre la théorie à l'épreuve - dans des conditions plus inquiétantes qu'en 1954. L'armée nord-vietnamienne avait un potentiel très supérieur à celui qui était le sien alors, elle venait de mettre la main sur l'armement imposant de l'armée sud-vietnamienne, elle était auréolée de sa victoire contre la première puissance du monde, obtenue il est vrai par forfait.

Après trois ans et demi, on peut constater que l'effet de "dominos" ne s'est pas produit, ce qui ne signifie pas que les pays de la région, aux prises avec des considérables problèmes économiques et sociaux, soient définitivement stabilisés. Ce sont en fait les problèmes intérieurs et extérieurs des vainqueurs qui ont étouffé presque dans l'oeuf les tentations, qui ont certainement existé, d'exploiter la supériorité militaire en vue de faire "changer de couleur" les voisins du Vietnam.

De ces voisins, le plus menacé était la Thaïlande. Mêlée de près aux événements du Laos, longtemps base des bombardiers américains opérant en Indochine, le pays avait cherché à se distancer de la guerre déjà avant la chute de la dictature militaire (octobre 1973). L'expérience démocratique, qui, après un début prometteur conduisit à une extrême polarisation des forces politiques, se terminera par le rétablissement d'un régime autoritaire. La ligne ultra-conservatrice du premier ministre Thanin Kraivichien, un civil, conduisit à une aggravation de la situation intérieure, et à des tensions avec le Vietnam et le Cambodge. Le nouveau régime établi par le général Kriangsak (tout en poursuivant la politique de défense des institutions monarchiques et religieuses) a promptement corrigé le tir, comme en ont témoigné la récente visite de M. Pham Van Dong et l'annonce d'une amnistie et de nouvelles élections pour le début de l'année prochaine.

Les problèmes de la Thaïlande sont ceux d'un pays agraire engagé, avec des structures sociales traditionnelles, et une administration insuffisamment préparée et accessible à la corruption dans un processus de rapide colonisation. Croissance sauvage de la capitale, révolution verte avec ses difficultés et ses tensions, et surtout la transformation de certaines vieilles habitudes comme la culture sur brûlis dans les régions boisées. Ce sont dans ces régions, où l'on cherche à sédentariser les semi-nomades qui la pratiquaient (et qui, devenus trop nombreux, menacent aujourd'hui le patrimoine forestier) que se sont établis les maquis communistes, qui bénéficient des ressentiments que peut causer l'application d'un tel programme par des fonctionnaires pas toujours assez capables ou honnêtes.

Le gouvernement Kriangsak a cherché à défuser le potentiel explosif des mouvements révolutionnaires en les privant de leur appui extérieur. Des déclarations de non-immixtion échangées avec le Laos en mars 1978 ont été complétées par un traité de non-immixtion signé avec le Vietnam, lors de la visite de M. Phan Van Dong. M. Teng Hsiao-p'ing a à ce sujet une doctrine originale qu'il a déjà exposée à M. Kriangsak: soutien réduit aux révolutionnaires, qui permet aux gouvernements d'intensifier la lutte anti-guerilla, sans "laisser le champ libre aux Soviétiques".

Avec le Cambodge, et malgré des incidents sporadiques, les relations se sont améliorées, et des visites ont été échangées.

L'Indonésie n'a pas les problèmes de voisinage que connaît la Thaïlande, mais plutôt un passé de relations chargées avec la Chine, et de tensions avec le Vietnam, en raison de son rôle comme puissance neutre et dans la formation de l'ASEAN.

Le régime sorti du mystérieux coup d'Etat avorté du 30 septembre 1965, signal d'un massacre de membres et sympathisants supposés du parti communiste, donne certains signes d'usure. Au départ, un effort vers la rationalité économique, un peu négligée du temps du président Sukarno, et l'accroissement de la production pétrolière avaient assuré des progrès très réels. Le système de gestion de cette économie a cependant donné lieu à de nombreux abus et à un scandale dans l'industrie pétrolière. Cette situation, jointe aux tensions propres aux pays où une forte croissance urbaine se joint à une explosion démographique à la campagne, a causé un malaise social indéniable.

Celui-ci s'est traduit surtout par un renforcement des tendances religieuses, ayant comme but un Etat islamique, dont on peut se demander s'il serait du goût des 90 % d'Indonésiens qui sont adeptes de l'Islam sans avoir nécessairement sacrifié des traditions plus anciennes.

Il est en tout cas notable que le gouvernement, toujours en éveil du côté de la subversion communiste, a commencé depuis deux ans à relâcher les suspects de 1965, jusqu'alors isolés dans des camps dans les régions reculées du pays.

L'ASEAN est devenue un des points d'amarrage de la politique indonésienne, comme la coopération économique avec le Japon et l'Australie. Avec la Chine, les relations, tendues depuis 1965 et interrompues pendant la révolution culturelle, n'ont pas encore repris. L'Indonésie a décidé de renouer, mais elle attend manifestement des signes plus précis des intentions de Pékin en ce qui concerne en particulier la question de la non-immixtion. M. Pham Van Dong a été accueilli courtoisement, mais un peu fraîchement, les invectives contre la politique de M. Suharto n'étant pas encore oubliées.

L'Indonésie a encore un contentieux avec l'ONU à propos de l'affaire de Timor. Elle contrôle aujourd'hui presque l'ensemble de l'île, le FRETILIN n'ayant plus qu'une activité réduite.

Les Philippines sont, elles aussi, sous régime d'exception, depuis le moment où le retrait américain s'est fait sentir dans la région. Ce régime a apporté des résultats appréciables dans le domaine économique, en particulier par les progrès de la réforme agraire. On retrouve cependant les mêmes symptômes qu'ailleurs: développement anarchique des agglomérations urbaines, corruption, difficultés de la révolution verte, S'y ajoute la guerre civile causée depuis quatre ans dans l'île de Mindanao par les autochtones musulmans, les Maos, qui se sentent majorisés par les colons chrétiens venus du Nord, et que même les médiations de pays islamiques n'ont pu régler jusqu'ici.

La politique de rapprochement avec la Chine a été un succès. Le Président Marcos a aussi su faire vibrer la corde nationaliste en mettant en cause les bases américaines, sans avoir cependant réellement l'intention de s'en débarrasser, car elles sont aussi nécessaires à l'économie du pays qu'utiles à l'équilibre stratégique de la région.

M. Marcos cherche à libéraliser son régime par un retour graduel de l'institution parlementaire, sans mettre en cause son autorité. Les tentatives pour placer sa femme dans la ligne de succession n'ont pas encore abouti, l'armée n'ayant pas été convaincue jusqu'ici.

La Malaisie, petit pays riche en matières premières, connaît maintenant le problème des relations raciales, entre l'ethnie dominante et les Chinois (et, dans une moindre mesure, les Indiens). Elle a normalisé ses relations avec tous ses voisins communistes.

Singapour est un îlot prospère qui a combiné le capitalisme chinois avec le "welfare state" dont se réclame M. Lee Kuan Yerv.

La visite prochaine de M. Teng Hsiao-p'ing, qui vient de faire son éloge, marque un sommet pour la petite République insulaire, qui n'avait jusqu'ici pas de relations diplomatiques avec sa vieille métropole.

Il s'agit donc d'un groupe de pays au potentiel considérable, dont l'économie a fait de grands progrès, mais qui, sauf Singapour, n'est pas encore fixé suffisamment dans les cadres culturels dans lesquels l'expansion va pouvoir continuer. Leur succès est manifesté par le dynamisme de l'organisation régionale, l'ASEAN, fondée en 1967, qui, sans avoir de très spectaculaires réalisations à son actif (quelques préférences tarifaires, peu de résultats dans la complémentarité et la coopération industrielle) est comme le symbole de l'aspiration à des relations plus étroites, qui, dans le cas concret, prennent plutôt une forme bilatérale.

Cet aspect de l'ASEAN s'est manifesté de manière remarquable avec le recul de l'influence américaine, par l'intérêt que lui ont porté d'abord la Chine qui, il y a quelques années, n'avait encore de relations avec aucun de ses membres, puis le Vietnam et le Cambodge, le premier ayant pendant longtemps qualifié l'ASEAN d' "instrument de l'impérialisme américain".

Les Etats-Unis sont aujourd'hui dans l'étrange situation de souhaiter plus leur propre désengagement que les pays de la région, quelle que soit leur couleur politique. La Chine, elle, a manifesté son intérêt indéniable, mais elle s'est parfois heurtée à un certain scepticisme. La volte-face de Hanoï, rendue évidente par la visite de M. Phan Van Dong, est un nouvel

élément dans l'équilibre régional. Derrière Hanôï et sa "zone d'indépendance véritable, de paix et de sécurité", se profile naturellement l'URSS, jusqu'ici peu en vue dans les pays de l'ASEAN, ainsi que son "pacte de sécurité", dont on ne parle plus guère aujourd'hui.

Si l'ASEAN est très entourée, on y éprouve quelques doutes au sujet des développements qui ont conduit à cet intérêt. Les nouvelles complications guerrières en Indochine et la menace de voir le Sud-Est asiatique servir de théâtre à un affrontement diplomatique entre les belligérants et leurs alliés, expliquent la retenue de certaines attitudes, et le souci d'observer une distance raisonnable avec les nouvelles relations. L'ASEAN peut jouer un rôle important dans la stabilisation de la région, encore faut-il que son idéal de coopération et de construction soit reconnu aussi par les Etats qui n'en sont pas membres et qui ont tendance à la voir plutôt sous l'angle politico-stratégique.

Ce n'est que dans ce cas que l'on verra peut-être un jour des projets - aujourd'hui utopiques - comme celui d'une personnalité philippine, M. Roxas, d'une communauté économique du Pacifique, prendre consistance.

Annexe:

1 bibliographie

B i b l i o g r a p h i e

EUROPE ORIENTALE

- F. Fejtö, L'héritage de Lénine, librairie générale d'édition, Paris 1977
- F. Fejtö, Les démocraties populaires, 2 vol., Le Seuil, Paris
- A. Fontaine, Histoire de la guerre froide, 2 vol., A. Fayard, Paris, 1965-1967
- Jörg K. Hoensch, Sowjetische Osteuropapolitik, 1945-1975
- Robert R. King, James F. Brown, Eastern Europe's, 1977, Düsseldorf, Uncertain Future, Praeger, N.Y. 1977
- B. Kovrig, The Myth of Liberation, Johns Hopkins University Press, Baltimore / London 1973
- P. Lendvai, Die Grenzen des Wandels, Europa Verlag, Wien, 1977

SUD-EST ASIATIQUE

- W. Burchett, Grasshoppers and Elephants. Why Vietnam fell, New York, Urizen Books, 1977
- A. Dauphin-Meunier, Histoire du Cambodge, Paris, PUF (Que sais-je ?), 1968
- Pierre Fistier, La Thaïlande, Paris, PUF (Que sais-je ?), 1971
- John Gittings, The World and China, 1922-1972, London, Eyre Methuen 1974
- D.G.E. Hall, A history of South east Asia, London, Macmillan, 1968
- Politics and modernization in South and South east Asia, Ed. by Robert N. Kearney. New York, Schenkman Publishing Company, 1975
- François Ponchaud, Cambodge année zéro, Paris, Julliard, 1977
- Peter Polomka, Indonesia's future and South east Asia, London, International Institute for Strategic Studies, 1974
- SEATO, ANZUS und ASEAN nach dem Ende des Krieges in Indochina, Europa Archiv. 30. Bonn, 1975
- Ralph Smith, Vietnam and the West, New York, Cornell University Press, 1971